

## **Plate-forme de la Coordination Nationale (Bordeaux)**

### **Economie**

Un emploi stable pour tous

-retrait du CNE et de tous les contrats précaires :

-refus dès maintenant du contrat unique, défense du code du travail, défense du CDI pour tous.

Interdiction aux entreprises de licencier quand elles font du profit

Retrait de la Loi dite sur “ l'égalité des chances ” (LEC).

Contre la précarisation économique : suppression de la charte des stages, de la réforme UNEDIC et de la loi Fillon 2003 sur les retraites

Réengagement financier de l'Etat dans le Service Public : retrait de la LOLF

### **Education**

Retrait de la Loi dite sur “ l'égalité des chances ” (LEC)

Réengagement financier de l'Etat dans le Service Public pour une Université Publique :

Pour la reconnaissance de nos diplômes : abrogation du LMD.

Suppression du pacte pour la recherche.

Intégration de tous les personnels précaires des universités

Retrait de la loi Fillon

Création d'un plan pluriannuel de créations de postes à la hauteur des besoins dans l'éducation nationale

Rétablissement du statut des MI/SE

Non expulsion des sans-papiers lycéens

## **Culture**

Contre la réforme sur les intermittents.

Gratuité de l'accès aux espaces culturels.

## **Social**

Contre les lois sécuritaires :

Retrait de la loi CESEDA : régularisation de tous les sans-papiers

Abrogation de la loi Perben II, de la loi Sarkozy III sur la prévention de la délinquance et du projet de loi Raoult.

Dissolution du bloc identitaire et refus d'amnistie aux personnes d'extrême droite.

Pour un retour aux politiques sociales de prévention et des moyens pour les travailleurs sociaux.

Gratuité des transports en commun pour tous.

Un logement pour tous et refus de toutes expulsions.

## **Politique**

Arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux :

amnistie des lycéens qui ont participé au mouvement contre la loi Fillon,

amnistie des personnes poursuivies suite à la révolte des quartiers populaires en novembre 2005

amnistie des étudiants et des lycéens qui ont participé au mouvement contre le CPE, réouverture administrative des facs et prise en charge par l'Etat des dégâts occasionnés par l'occupation des universités.

subvention administrative pour les grévistes et les manifestants.

Nous appelons les directions des organisations syndicales étudiantes et des salariés à appeler à la grève générale. Nous appelons aussi les syndicats jeunes à boycotter les négociations avec le gouvernement puisque la coordination est là pour ça.

Nous exigeons la démission du gouvernement et de Chirac.

**Bordeaux - Université Louise Michel de Montaigne Dimanche 23 avril 2006**